

Neunte Sitzung – Neuvième séance

Montag, 16. Dezember 1985, Nachmittag

Lundi 16 décembre 1985, après-midi

14.30 h

Vorsitz – Présidence: Herr Bundi

Fragestunde – Heure des questions

Präsident: Ich darf Sie kurz an unsere Reglementsbestimmung erinnern, wonach es heisst, dass der Vertreter des Bundesrates kurz antwortet und der Fragesteller noch eine sachbezogene Zusatzfrage stellen kann. Es sollte nicht zu weiteren Diskussionen kommen, vor allem nicht zu einer Interpellation ausarten.

Question 25:

de Chastonay. Austritte aus der UNESCO. Finanzielle Folgen für verbleibende Mitglieder

Retraits successifs de l'UNESCO. Conséquences financières pour les membres restants

Les retraits de certains pays – et non des moindres – de l'UNESCO comporteront fatalement des charges financières supplémentaires importantes pour les membres restants. Quelles sont ces charges pour notre pays?

Question 26:

Butty. Schweiz und UNESCO

Suisse et UNESCO

La délégation suisse à Sofia, qui a d'ailleurs fourni un excellent travail, avait souhaité que la Grande-Bretagne ne mette pas à exécution son préavis de départ de l'UNESCO pour le 31 décembre 1985.

Pourtant, la semaine dernière, le Royaume-Uni a quitté l'UNESCO, après les Etats-Unis d'Amérique.

Psychologiquement, politiquement et financièrement, c'est un coup dur pour cette institution.

- Quelles seront les conséquences de ces départs qui représentent une diminution de 30 pour cent des recettes?

- A Sofia, plusieurs variantes ont été envisagées. Va-t-on renoncer à certains projets politiquement controversés et conserver uniquement ceux qui font l'unanimité, ce qui serait logique?

- La Suisse envisage-t-elle de coordonner les efforts des pays encore membres partageant les mêmes préoccupations?

- Le vote du peuple et des cantons suisses sur l'entrée de notre pays à l'ONU ne risque-t-il pas d'être influencé négativement par ce retrait de deux importants pays occidentaux?

Frage 27:

Müller-Meilen. Krise der UNESCO

Crise de l'UNESCO

Grossbritannien hat nach der Generalversammlung in Sofia beschlossen, aus der UNESCO auf Jahresende endgültig auszutreten.

Welche Reformmassnahmen sind an der Generalversammlung in Sofia beschlossen worden, und wie beurteilt der Bundesrat ihre Wirksamkeit?

Hält der Bundesrat das Ziel einer inneren Reform mit einer vermehrten Sparsamkeit und einer Versachlichung und Entpolitisierung der Programme damit für erfüllt?

Ist zu erwarten, dass noch andere Länder dem Beispiel der USA und Grossbritanniens folgen werden?

Befürwortet der Bundesrat unter den neuen Umständen das Verbleiben in der UNESCO?

M. Aubert, conseiller fédéral: Je me permettrai de répondre en même temps aux trois questions de MM. de Chastonay, Butty et Müller-Meilen, qui ont, en fait, le même contenu.

D'une manière générale, nous sommes en effet assez satisfaits des résultats obtenus à la Conférence générale de l'UNESCO, qui s'est déroulée à Sofia du 8 octobre au 9 novembre 1985. La délégation suisse a pu faire approuver la plupart des projets de résolution qu'elle avait déposés, et en particulier celui visant à obtenir que l'UNESCO fasse désormais de la lutte contre l'analphabétisme une de ses grandes priorités. Cela a été un véritable succès.

Cependant, nous avons toujours dit que la crise de l'UNESCO était loin d'être surmontée. La sortie de la Grande-Bretagne de l'organisation, confirmée le 5 décembre, et le profond mécontentement du personnel du secrétariat, manifesté publiquement, en témoignent.

La Conférence générale a réduit le budget pour 1986 de 25 pour cent, pour tenir compte de l'absence des Etats-Unis qui finançaient, comme vous le savez, un quart du budget de l'UNESCO, en éliminant ou en réduisant certains programmes, notamment parmi ceux qui sont les plus controversés, les plus politisés et en concentrant les activités de l'organisation. Le départ de la Grande-Bretagne privera l'UNESCO de 4,6 pour cent de ses ressources. Il appartiendra au directeur général et au conseil exécutif de prendre les dispositions financières requises en effectuant de nouvelles économies et des coupures supplémentaires dans le programme. Les Etats-membres, Monsieur de Chastonay, n'auront donc pas à augmenter leurs contributions. Je l'ai d'ailleurs annoncé publiquement; la Suisse a, d'ores et déjà, fait connaître sa position à ses partenaires, tant occidentaux que du tiers monde. Nous entendons continuer à travailler avec eux en faveur d'un authentique renouveau de l'UNESCO. Il s'agit en particulier de créer des conditions permettant le rétablissement de l'universalité de l'organisation et de trouver un successeur à l'actuel directeur général de l'UNESCO, M. M'Bow, dont le mandat arrive à échéance fin 1987. A notre connaissance, aucun autre Etat-membre n'envisage actuellement de quitter l'UNESCO.

En ce qui concerne l'UNESCO et l'ONU, Monsieur Butty, les situations ne sont pas comparables. A l'UNESCO, il existe un sérieux problème de direction et de gestion, et trois Etats-membres ont quitté l'organisation, soit les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et Singapour. L'ONU, au contraire, a la chance d'avoir, en ce moment, un des meilleurs secrétaires généraux de son histoire, et aucun Etat-membre ne songe à quitter l'organisation, même pas Israël ou l'Afrique du Sud. Les problèmes que connaît l'UNESCO n'affectent par conséquent en aucune manière les raisons qui militent en faveur de l'adhésion de la Suisse à l'Organisation des Nations Unies.

M. Butty: Merci de votre réponse, Monsieur le Conseiller fédéral; toutefois, je voudrais vous poser la question complémentaire suivante: En ce qui concerne l'ONU et l'UNESCO ainsi que les autres organisations internationales, vous venez de dire que le vote, par le peuple suisse, qui interviendra au mois de mars prochain, relatif à l'adhésion de notre pays à l'ONU, n'influencera en aucune façon notre présence dans ces institutions. Ce sont donc deux choses complètement indépendantes.

Etant donné que c'est sans doute une des dernières fois que vous pouvez vous exprimer au Parlement avant le vote populaire du mois de mars, il est intéressant que le Conseil fédéral précise bien cette position, car certains auraient tendance à utiliser l'UNESCO comme arme contre l'ONU. Or, je suis un partisan de l'entrée de la Suisse à l'ONU.

Ma deuxième question complémentaire a trait à M. M'Bow. En effet, vous venez de dire qu'il n'est pas question de renouveler son mandat. Comme nous avons l'impression que M. M'Bow désirerait plutôt voir son mandat renouvelé, nous voudrions savoir si la Suisse prend des contacts dans

ce sens, car il semble vraiment qu'il ne jouit plus du consensus et de la confiance indispensables à un avenir raisonné de cette institution.

M. **Aubert**, conseiller fédéral: Je vous remercie. En effet, si l'UNESCO s'écroulait et que nous devions quitter cette organisation, il est évident que ce serait sans aucune incidence sur la campagne que nous menons en faveur de l'adhésion de la Suisse à l'Organisation des Nations Unies. L'universalité est l'un des quatre piliers de notre politique étrangère. En vertu de ce principe donc, nous tenons à faire partie de toutes les organisations internationales qui sont universelles, nous manifestons ainsi notre souci de coopérer, sur le plan mondial.

En ce qui concerne M. M'Bow, il est exact qu'il semble avoir pris quelques contacts en vue de renouveler son mandat. Or, il n'a, à mon avis, aucune chance.

Question 28:

Magnin. Nicaraguansische «Contras». Verbindungsbüro in Genf.

«Contras» nicaraguayens. Bureau de liaison à Genève
Selon des informations dont la presse s'est faite l'écho, l'organisation des «contras», qui avec l'aide des Etats Unis combat militairement le gouvernement légal que s'est donné le peuple nicaraguayen, s'efforcerait d'ouvrir à Genève un «bureau de liaison» qui prendrait l'allure d'une «ambassade parallèle». Un ex-ambassadeur du Nicaragua chargé de cette tâche se trouve actuellement en Suisse. Le Conseil fédéral a-t-il été saisi d'une demande d'autorisation pour l'ouverture d'un tel bureau, ouverture qui porterait certainement préjudice aux relations diplomatiques normales que la Suisse entretient avec le Nicaragua. Le Conseil fédéral est-il prêt à donner l'assurance qu'il s'opposera à l'ouverture d'un tel bureau?

M. **Aubert**, conseiller fédéral: Monsieur Magnin, à ce jour aucune demande concernant l'ouverture d'un tel bureau n'est parvenue aux autorités fédérales, de telle sorte qu'il n'appartient pas à ces dernières de se prononcer à ce propos. Si vous avez d'autres renseignements à nous communiquer, nous les accueillerons avec intérêt.

Question 29:

**Longet. Südafrika. Haltung der Schweiz
Afrique du Sud. Attitude de la Suisse**

Lors d'une récente session de la commission de l'ONU sur les sociétés transnationales, la Suisse s'était opposée à une résolution invitant à mettre fin aux investissements en Afrique du Sud, alors que plusieurs Etats occidentaux s'étaient contentés de l'abstention. Ultérieurement, notre délégation a nuancé sa position.

- Comment faut-il comprendre cette attitude?

- Comment se situe le Conseil fédéral à l'égard de l'Afrique du Sud?

M. **Aubert**, conseiller fédéral: La Commission des Nations Unies sur les sociétés transnationales traite déjà, depuis un certain nombre d'années, des activités des sociétés transnationales en Afrique du Sud. Sur la base de la politique traditionnelle du Conseil fédéral, la délégation suisse, avec d'autres pays d'ailleurs, s'est opposée à des résolutions invitant à mettre fin à des investissements en Afrique du Sud. A la dernière réunion de la commission, du 10 au 19 avril 1985, la délégation suisse, dans son explication de vote, a confirmé, une fois de plus, que la Suisse condamne sans réserve la doctrine et la politique de l'apartheid, comme nous l'avons déjà fait en 1969, en 1971, en 1977 et encore en janvier 1979, politique qui est contraire aussi bien à nos traditions qu'à notre idéal et qu'aux principes reconnus en matière de droits de l'homme par la communauté internationale. Le Conseil fédéral expliquera plus en détail son attitude à l'égard de l'Afrique du Sud, dans ses réponses aux

interpellations urgentes qui ont été déposées par le groupe socialiste et par le groupe du Parti du travail, du PSA et du POCH et qui devraient être traitées devant vous encore cette semaine.

M. **Longet**: J'ai pris note de votre réponse et de la position très claire exprimée par notre pays au sujet de l'apartheid. Je n'arrive toutefois pas à comprendre pourquoi cette position ne se concrétise pas et pourquoi, au contraire, elle conduit à des votes qui l'annulent. Pouvez-vous nous dire, Monsieur le Conseiller fédéral, comment il est possible qu'une délégation suisse refuse des résolutions qui sont la conséquence directe de notre position de principe que vous venez de rappeler?

M. **Aubert**, conseiller fédéral: Je vous remercie de votre remarque, Monsieur Longet. Je soulignerai simplement que la décision de la délégation suisse a été prise au mois d'avril 1985, c'est-à-dire bien avant les derniers événements qui ont à nouveau ensanglanté l'Afrique du Sud. Je me permettrai de compléter mon propos – comme je vous l'ai dit – lors des réponses aux interpellations urgentes des divers groupes que je viens de citer.

Question 30:

**Carobbio. Berufliche Vorsorge. Steuerabzüge
3e pilier. Déductions fiscales**

La récente ordonnance (OPP 3) relative aux déductions admises fiscalement pour les cotisations versées à des formes reconnues de prévoyance fixe le taux de la déduction à 20 pour cent du revenu, mais à 20'736 francs au maximum, pour les indépendants et à 4'147 francs au maximum pour les salariés. Je demande au Conseil fédéral comment il justifie des avantages fiscaux aussi importants, en particulier pour les hauts revenus, à combien s'élève la diminution prévisible des recettes fiscales pour la Confédération et les cantons et comment il sera possible d'éviter, le cas échéant, que les fonds du 3e pilier soient utilisés comme garantie bancaire afin d'éluider l'impôt?

Bundesrat **Egli**: Zur Frage von Herrn Carobbio folgendes: Die Verfassung gebietet uns, die sogenannte Selbstvorsorge, also die dritte Säule, mit fiskalischen Massnahmen zu fördern. Das hat der Bundesrat mit seiner Verordnung III zum BVG getan. Sie stossen sich offenbar an der Höhe der Abzugsmöglichkeiten für Freierwerbende. Es handelt sich nicht nur um Freierwerbende, sondern um all jene, die keine zweite Säule haben. Wenn Sie aber die Abzugsmöglichkeiten vergleichen, werden Sie feststellen, dass die maximalen Steuerfreibeträge für einen Pflichtigen ohne zweite Säule ungefähr dem entspricht, was ein gut verdienender Arbeitnehmer mit zweiter Säule von seinen Steuern absetzen kann.

Frage 31:

Neukomm. Fuss- und Wanderweggesetz

Loi sur les chemins pour piétons et les chemins de randonnée

In der Herbstsession wurde das neue Fuss- und Wanderweggesetz verabschiedet. Die Volksinitiative für die Verfassungsgrundlage geht ins Jahr 1974 zurück. Fachorganisationen und Kantone warten auf die einschlägigen Verordnungsbestimmungen, weil verschiedene Gesetzespunkte noch der Interpretation bedürfen. Auf welchen Zeitpunkt wird das Gesetz in Kraft gesetzt und wann werden die Verordnungsbestimmungen erlassen?

Bundesrat **Egli**: Die Referendumsfrist für das Gesetz über die Fuss- und Wanderwege läuft erst am 13. Januar 1986 ab. Die Verwaltung ist zurzeit daran, die Vollzugsvorschriften auszuarbeiten. Diese dürften in der ersten Hälfte 1986 erscheinen.

Frage 32:**Uhlmann. Strassenunterhalt. Unkrautvertilgungsmittel
Entretien des routes. Emploi de désherbants**

Die im Entwurf vorliegende Stoffverordnung sieht zahlreiche Verbote und Einschränkungen in der Verwendung chemischer Produkte vor. Soweit diese Bestimmungen dem echten Schutz der Umwelt dienen, sind sie zu begrüßen. Auch die Verwendung von Unkrautvertilgungsmitteln im Strassenunterhalt und auf Parkplätzen soll verboten werden; ausgenommen sind National- und Kantonsstrassen. Ist der Bundesrat nicht auch der Meinung, dass dieses Verbot a. auf die örtlichen Gegebenheiten zu wenig Rücksicht nimmt, die Gemeindeautonomie in unzulässiger Weise einschränkt, den zuständigen Gemeindeinstanzen offenbar genügend Verantwortungsgefühl im Umgang mit Unkrautvertilgungsmitteln abspricht und b. gegenüber den Gemeinden eine Rechtsungleichheit bedeutet?

Bundesrat Egli: Der Entwurf der Stoffverordnung durchläuft zurzeit das sogenannte verwaltungsinterne kleine Mitbeteiligungsverfahren. Der Bundesrat hat sich zum aufgeworfenen Problem noch nicht geäußert. Er wird aber bei seiner Beschlussnahme die Überlegungen des Fragestellers mit einbeziehen.

Frage 33:**Loretan. Waldwirtschaft. Dringliche Massnahmen
Economie forestière. Mesures d'urgence**

In der Fragestunde vom 9. Dezember 1985 war zu erfahren, dass das Luftreinhaltekonzept und der Massnahmenkatalog gegen das Waldsterben Verzögerungen erleiden. Im Zusammenhang mit den beiden genannten Konzepten überwiesen die eidgenössischen Räte auch eine Motion «Waldwirtschaft». Der Bundesrat wurde mit Sofortmassnahmen beauftragt, welche rasch eine bessere Kostendeckung für die Bewirtschaftung des Waldes (2/3 der Forstbetriebe sind defizitär!) sowie die Sicherstellung einer gesunden Wald- und Holzwirtschaft bringen sollen.

Ich frage den Bundesrat:

1. Haben auch die dringlichen Massnahmen zugunsten der Waldwirtschaft Verzögerungen erfahren?
2. Sollte dies der Fall sein, was leider zu befürchten ist, wo liegen die Gründe?
3. In welcher Form und wann gedenkt der Bundesrat, den eidgenössischen Räten die dringlichen Massnahmen vorzulegen?

Bundesrat Egli: Ich kann Ihnen versichern, Herr Loretan, dass sich die Ausführung dieses Beschlusses nicht verzögert, im Gegenteil. Aufgrund der Motion Lauber werden bereits vor Mitte 1986 zusätzliche Bundesbeiträge ausgerichtet werden können.

Des weiteren kann ich Ihnen berichten, dass wir die Revision des Forstpolizeigesetzes wegen der Dringlichkeit aus dem zweiten Paket der Aufgabenteilung herausgelöst und vorgezogen haben. Demnächst wird der Entwurf zum revidierten Forstpolizeigesetz in die Vernehmlassung gehen können.

Frage 34:**Robert. Waldsterben****Dépérissement des forêts**

Das Waldsterben ist in den letzten Monaten in verschiedenen kritischen Regionen (Uri, Tessin, Glarus u. a.) noch viel rascher fortgeschritten als befürchtet. Erstmals sind in diesem Winter ganze Siedlungen in ihrer Existenz bedroht.

Ich frage den Bundesrat:

- Ist er bereit, bei den ersten grösseren Schneefällen für die gefährdeten Gebiete den Notstand auszurufen?
- Ist die Evakuierung von Menschen, Vieh, Hab und Gut so vorbereitet, dass sie im Notfall funktioniert?

- Ist die örtliche Bevölkerung über den Ernst der Lage rückhaltlos informiert, und weiss sie, wie sie sich im Katastrophenfall verhalten muss?

- Ist sich der Bundesrat selber des Ernstes der Lage bewusst?

- Uebernimmt der Bundesrat konkret die Verantwortung, wenn es zu Katastrophen kommt, oder wer muss sie seiner Ansicht nach übernehmen?

- Ist der Bundesrat bereit, die Schweizer Bevölkerung effizient und verständlich darüber zu informieren, was mit dem fortschreitenden Waldsterben in allernächster Zeit tatsächlich auf uns zukommt?

- Ist er bereit, eine systematische Bilddokumentation über die Schadenverläufe und Veränderungen im Schweizer Wald aufzubauen resp. zu veranlassen? (vgl. die Bilder in der neuesten «Schweizer Familie»). Kennt der Bundesrat das Farm Security Administration Project, das die USA in den 30er Jahren in einer vergleichbaren Umweltkrise geschaffen haben, und ist er bereit, ein ähnliches Unternehmen für den Schweizer Wald zu unterstützen?

Bundesrat Egli: Frau Robert, Sie haben mir einen Fragenkatalog unterbreitet, welcher an sich für die Beantwortung eines ganzen Berichtes bedürfte. Ich muss Sie um Entschuldigung bitten, wenn ich nur etwas summarisch auf Ihre Fragen eintreten kann.

Es ist richtig, dass sich der Waldzustand im Alpenraum kleinflächig in bedenklicher Weise verschlechtert hat. Im Gebirge ist man sich indessen seit jeher der Lawinengefahr bewusst. Die betroffenen Kantone und Gemeinden hatten bereits für Nottfälle vorgesorgt und die Bevölkerung entsprechend vorbereitet, bevor das Waldsterben aktuell war. Damit ist auch angedeutet, dass für diese Vorsorge primär Kantone und Gemeinden zuständig sind.

Der Bundesrat ist sich durchaus über den Ernst der Lage im klaren. Ueber die jährlichen SANASILVA-Waldschadeninventuren, welche den Schadenstand und die Schadenentwicklung aufzeigen, sowie über die daraus ableitbaren Folgerungen wurde durch die Presse bereits informiert. Das SANASILVA-Programm liefert neben der jährlichen Waldschadeninventur in enger Zusammenarbeit mit den Kantonen Infrarot-Luftbilder, welche durch periodische Aufnahmen den Schadenverlauf in kritischen Gebieten in wissenschaftlicher Weise dokumentieren.

Frau Robert: Ich weiss, dass wissenschaftliche Arbeiten im Gange sind und dass wir Statistiken und Zahlen «beigen», aber die Information der Bevölkerung ist nicht gut. Die Bevölkerung ist es müde, Statistiken zu hören. Ich glaube, es bräuchte nun endlich eine Information, die über diese Zahlen und über diese trockene Materie hinausgeht, die unter die Haut geht in dem Sinne, wie sie uns letzte Woche die «Schweizer Familie» geliefert hat. Wo man mit Erschrecken sieht, wie schnell es in den letzten paar Monaten gegangen ist, wenn man die Schadenbilder im zeitlichen Ablauf vergleicht.

Ich möchte den Bundesrat noch einmal fragen – ich habe die Frage gestellt im Hinblick auf dieses Aufklärungsprojekt, das in Amerika in den dreissiger und vierziger Jahren vom Staate aus durchgeführt wurde, als man dort mit dem landwirtschaftlichen Boden in einer ähnlichen Krisensituation war wie wir heute mit dem Wald –: Ist es nicht denkbar, dass man so etwas in Angriff nimmt, dass die Bevölkerung sieht und spürt, worum es wirklich geht und nicht nur verwirliche Zahlen und Tabellen vorgesetzt bekommt?

Bundesrat Egli: Ich darf Ihnen versichern, Frau Robert, dass wir diese Sache nicht als trockene Materie betrachten, sondern die neuesten Zahlen gehen uns wirklich zu Herzen. Wir haben es tatsächlich nicht unterlassen, die Öffentlichkeit zu orientieren. Sie sehen auch, dass die Presse immer wieder Bezug nimmt insbesondere auf die Schäden im Alpgebiet. Aber wir wollen uns gerne überlegen, ob hier noch mehr getan werden muss.

Frage 35:**Nauer. Cadmium-Verbot
Interdiction du cadmium**

Die Produktion, der Gebrauch und die Beseitigung von Gütern, bei denen Cadmium mitverwendet wird, führt zu einer ständig wachsenden, nicht abbaubaren Belastung der Umwelt.

Angesichts der starken Gefährdung für Menschen, Tiere, Pflanzen und Böden durch das giftige Schwermetall Cadmium haben daher Schweden und Dänemark ein Cadmiumverbot erlassen.

Was unternimmt der Bundesrat zur Verhinderung einer weiteren Umweltbelastung durch das Schwermetall Cadmium?

Bundesrat Egli: In der Luftreinhalteverordnung wurden die Emissionen von Cadmium aus technischen Anlagen, zum Beispiel Kehrlichtverbrennungsanlagen, begrenzt; die Emissionsgrenze ist festgelegt.

Ich darf darauf hinweisen, dass der Bundesrat heute diese Luftreinhalteverordnung genehmigt und der Presse vorgestellt hat. Ein generelles Verbot von Cadmium (mit Ausnahmen) – wie es Schweden und Dänemark kennen –, scheint derzeit nicht notwendig zu sein. Vorerst sollen die Hauptquellen angegangen werden.

Präsident: Ich darf Ihnen mitteilen, dass Frau Bundesrätin Kopp heute ihren Geburtstag feiert. Ich gratuliere ihr herzlich dazu. (Starker Beifall)

Frage 36:**Schüle. Zivilschutz. Persönliches Material
Protection civile. Matériel personnel**

In Zivilschutzkreisen herrscht seit langem etwas Unmut darüber, dass die im Rahmen der Ausbildung abgegebenen Unterlagen bzw. Reglemente nicht persönlich sind. Sie müssen nach Kursen jeweils als Funktionsexemplar beim Ortschef bezogen werden, der sie vielfach aber gar nicht selbst besitzt. Eine persönliche Abgabe der Unterlagen, wie etwa beim Militär, würde die Effizienz steigern und das Verfahren auch beim Umzug vereinfachen. Zudem erlaubte dies endlich, dass die Kursteilnehmer persönliche Randnotizen anbringen könnten, womit sie sich mit der Materie zweifellos mehr identifizieren würden.

Gleiche Überlegungen gelten für die Abgabe des persönlichen Materials: Neben der Tatsache, dass es organisatorisch ein Unsinn ist, wenn beim Umzug das persönliche Material immer wieder zurückgegeben und am neuen Ort gefasst werden muss, würde ein Fassen wie im Militär auch beim Zivilschützer die Verbundenheit verstärken. Denkbar wäre eine definitive Abgabe von Ueberkleid, Helm, Stiefel und Gurt. Wie stellt sich der Bundesrat zu diesen Überlegungen?

Bundesrätin Kopp: Darf ich Ihnen für Ihre Glückwünsche ganz herzlich danken. Ich freue mich sehr darüber.

Nun zur Frage von Herrn Schüle:

Parlamentarische Kommissionen haben wiederholt darauf gedrängt, dass Reglemente – Sie gestatten, dass ich die Antwort hier unterbreche, um mich für diese wunderschönen Blumen zu bedanken – und Dokumente umfang- und abgabemässig auf das notwendige Mindestmass zu beschränken seien. Diesem Anliegen wird unter anderem dadurch Nachachtung verschafft, dass sie – soweit sie mit einer bestimmten Funktion verbunden sind – nur noch als Funktionsexemplar und nicht mehr persönlich abgegeben werden.

Die Gemeinden haben jedoch die Möglichkeit, diese Unterlagen bei deren Herausgabe im Sinne einer Anschlussbestellung in der von ihnen als richtig erachteten Anzahl auf eigene Kosten direkt zu bestellen. Diese Massnahme hat den gezielteren Umgang mit solchen Dokumenten gefördert.

Was die persönliche Ausrüstung des Schutzdienstpflichtigen anbelangt, so wurde diese den Gemeinden als Hauptträger des Zivilschutzes bis anhin unter Anrechnung der

Bundes- und Kantonsbeiträge geliefert. Das Material gehörte demzufolge der Gemeinde, die als Eigentümerin auch dessen persönliche Abgabe und die Modalitäten der Rückgabe bei Wohnortwechsel zu entscheiden hatte. Mit der Neuordnung der Aufgabenteilung zwischen Bund und Kantonen wird die persönliche Ausrüstung ab 1. Januar 1986 den Gemeinden inskünftig unentgeltlich abgegeben. Damit wird die Frage der definitiven Abgabe zusammen mit den Kantonen und Gemeinden unter neuen Aspekten zu beurteilen sein.

Question 37:**Soldini. Internationale Vereinigung für Jugendhilfe. Strafklage des Bundes****Union internationale de protection de l'enfance. Plainte pénale de la Confédération**

Dès novembre 1981, un ancien Conseiller d'Etat genevois, chargé de mettre de l'ordre dans les comptes de l'Union internationale de protection de l'enfance, relevait un déficit de plus de 3 millions, dû à la mégalomanie et à la mauvaise gestion des anciens dirigeants.

En décembre 1982, devenu président de l'UIPE, M. Jean Babel déposait plainte contre inconnu pour gestion déloyale. En mars 1984, la Confédération engageait à son tour une procédure pénale pour abus de confiance, escroquerie et faux dans les titres, ainsi que pour détournement de fonds versés à «Enfants du Monde». Sur le plan judiciaire, le juge d'instruction chargé de l'enquête, piétine depuis des années et on n'attend pas ses conclusions avant l'été 1986. D'autre part, la presse vient d'annoncer la dissolution de l'Union internationale de protection de l'enfance pour avril 1986.

Le Conseil fédéral peut-il éclairer ma lanterne et celle de l'opinion publique suisse et préciser quelle suite pourra être donnée à la plainte pénale en cours devant les tribunaux genevois depuis 1984?

Bundesrätin Kopp: Die Interessen des Bundes werden im kantonalen Strafverfahren gegen die ehemaligen UIPE-Verantwortlichen von der Direktion für Entwicklungszusammenarbeit und humanitäre Hilfe als Zivilpartei wahrgenommen. Die vom Genfer Untersuchungsrichter beauftragten Buchhaltungsexperten werden ihren Schlussbericht Anfang 1986 abliefern. Nähere Angaben zum voraussichtlichen weiteren Verlauf des Verfahrens sind deshalb im jetzigen Zeitpunkt verfrüht.

Die Bundesanwaltschaft wird zu gegebener Zeit über den Entscheid der kantonalen Behörden informiert werden.

Präsident: Herr Soldini möchte eine Zusatzfrage stellen. Ich muss Sie bitten, bei der Zusatzfrage zu bleiben.

M. Soldini: Je vous remercie de votre brève réponse. Je ne sais pas si vos loisirs dominicaux vous ont permis de prendre connaissance d'un certain nombre d'articles, parus notamment dans les journaux genevois, concernant la situation de l'Union internationale pour la protection de l'enfance. Je vous cite les principaux titres: «Pourquoi l'UIPE s'écroule; Naufrage de l'UIPE, les Genevois paieront; Babel gravement mise en cause». Il semble donc bien que cette affaire aille beaucoup plus loin que ce qui avait été envisagé au début.

Pour ma part, je m'étonne tout de même que la première plainte ayant été déposée en décembre 1982, c'est-à-dire il y a trois ans, la plainte de la Confédération étant survenue en mars 1984, le juge d'instruction chargé de cette affaire n'ait pas encore pu prendre une décision dans ce domaine. Au vu des nouveaux développements de la situation, le Département fédéral de justice et police ne pourrait-il pas intervenir pour que la décision du juge d'instruction, Salvatore Alverzano, arrive dans les plus brefs délais?

Bundesrätin Kopp: Wie Sie wissen, sind die Kantone für die Durchführung der Strafverfahren zuständig, und deshalb

sehe ich mich nicht in der Lage, eine entsprechende Intervention vorzunehmen.

Frage 38:

Oehen. Prinzip der Nicht-Rückschaffung Principe du non-refoulement

Wieweit ist die in der Weltwoche (21. 11. 85) veröffentlichte bundesrätliche Aussage authentisch und mit Artikel 3 EMRK vereinbar:

«Die Nonrefoulement-Klausel bedeutet, dass niemand in ein Land ausgeschafft werden darf, wo der Betroffene schwer bedroht ist. Erweist sich, dass ein Asylbewerber in seinem Heimatland individuell gefährdet war, wird er bei uns als Flüchtling anerkannt, so dass sich das Problem der Heim-schaffung gar nicht mehr stellt. Wird aber die Flüchtlingseigenschaft verneint, kann in der Regel auch die Wegweisung verfügt werden. Nun gibt es aber auch Spezialfälle. Darunter gehören die sogenannten Nach-Fluchtfälle (z.B. Bestrafung wegen Republikflucht). Solche können unter Umständen unter die Nonrefoulement-Klausel fallen.

.... Heute müssen (Asylbewerber) die persönlich erlittene Verfolgung glaubwürdig darglegen können. Hat ein Abgewiesener nach der Rückkehr in seine Heimat mit Nachteilen zu rechnen, denen auch seine Mitbürger ausgesetzt sind, ist dies kein Grund, auf die Wegweisung zu verzichten.»

Bundesrätin **Kopp**: Die im erwähnten Zeitungsartikel gemachte Aussage trifft zu. Der im Völkerrecht und im Landesrecht verankerte Grundsatz der Nicht-Rückschiebung verbietet die zwangsweise Rückschaffung von Personen in Länder, in denen sie einer Verfolgung aus Gründen ihrer rassischen, religiösen, nationalen oder sozialen Herkunft oder wegen ihrer politischen Anschauungen ausgesetzt sind oder mit guten Gründen befürchten müssen, ausgesetzt zu werden.

Obwohl der Grundsatz in erster Linie auf Flüchtlinge Anwendung findet, gilt er generell für alle Ausländer, sofern diese einer unmenschlichen Behandlung im Sinne der Europäischen Menschenrechtskonvention ausgesetzt werden können.

Oehen: Frau Bundesrätin, ich danke Ihnen für Ihre Erklärung. Tatsächlich besteht – wenn ich Sie also richtig verstanden habe – für abgewiesene Asylbewerber kein Rechtsanspruch auf Aufenthalt.

Nun meine Zusatzfrage: Besteht Gewähr, dass die authentische bundesrätliche Interpretation in der Praxis auch dann strikte befolgt werden wird, wenn sich der – trotz Schweizer UNO-Abstinentz – zum neuen Hochkommissar für das Flüchtlingswesen ernannte Schweizer Jean-Pierre Hocké gegen diese Interpretation aussprechen sollte? Und ist die Frage berechtigt, ob offensichtlich unberechtigte Begehren um Asyl nicht als Versuch zur Erschleichung eines Rechtsvorteils zu ahnden wären?

Bundesrätin **Kopp**: Das Prinzip des Nonrefoulement, das Herr Nationalrat Oehen anspricht, ist sowohl im nationalen Recht verankert, in Artikel 45 des Asylgesetzes, als auch im internationalen Recht, mit Artikel 3 der Menschenrechtskonvention. Zudem ist das Prinzip auch in der Flüchtlingskonvention verankert.

Es ist richtig, dass dieses Prinzip normalerweise im Zusammenhang mit dem Asylverfahren angewendet wird. Hingegen gibt es Fälle, bei denen die Flüchtlingseigenschaft verneint werden muss, aber trotzdem eine Rückschiebung nicht in Frage kommt. Das trifft beispielsweise bei den sogenannten Nach-Flucht-Gründen zu, es trifft aber auch dann zu, wenn jemand nicht als Flüchtling anerkannt werden kann, aber einer unmenschlichen Behandlung, beispielsweise einer Bestrafung, ausgesetzt wird. Die Schweiz ist an diese internationalen Übereinkommen gebunden und wird sie auch in Zukunft – wie bis anhin – respektieren.

Frage 39:

Müller-Aargau. Asylbewerber. Informationsaustausch westeuropäischer Staaten Demandes d'asile. Echange d'informations entre pays d'Europe occidentale

Nachdem sich herausgestellt hat, dass viele Asylgesuchsteller, vorab türkischer Nationalität, sehr gut deutsch sprechen und damit die Vermutung naheliegt, dass es sich um Ab- oder Ausgewiesene aus unserem nördlichen Nachbarlande handelt, stellt sich die Frage: Könnte der Bundesrat nicht veranlassen, dass Namenslisten von Ab- und Ausgewiesenen der demokratischen Staaten Westeuropas gegenseitig ausgetauscht werden, um die Abklärungen zu vereinfachen und damit Verwaltungsleerlauf zu verhindern?

Bundesrätin **Kopp**: Der Austausch von Personaldaten asyl-suchender Ausländer zwischen europäischen Staaten liess sich bis heute aus Gründen des Daten- und Persönlichkeitsschutzes nicht realisieren.

Die Einsicht indessen, dass gerade die gegenseitige Information in diesem Bereich den sogenannten Asyltourismus verhindern helfen könnte, setzt sich vermehrt durch, vor allem in Anbetracht der Tatsache, dass heute fast alle europäischen Staaten vom Asylproblem in gleicher Weise betroffen sind. Die Schweiz hat sich bei verschiedenen Kontakten für dieses Anliegen bereits eingesetzt und wird weiterhin anstreben, in dieser Richtung zu bilateralen oder wenn möglich zu multilateralen Vereinbarungen zu kommen.

Frage 40:

Gurtner. Asylbewerber. Fürsorgeleistungen Requérants d'asile. Prestations d'aide sociale

Die Schweizerische Konferenz für öffentliche Fürsorge gibt Richtlinien heraus für die Höhe der Fürsorgeleistungen. Ausserdem besteht der Grundsatz, dass SchweizerInnen, AusländerInnen und AsylbewerberInnen gleich zu behandeln sind. Frau Bundesrätin Kopp hat diesen Grundsatz letzten Montag, 9. Dezember 1985, bei der Beantwortung der Frage bezüglich des Tamilenbatzens ausdrücklich betont. In Bern und Thun sind seit einigen Wochen Asylbewerber die Bezüge für Unterhalt und Nahrung um 41 Prozent gekürzt worden, und sie erhalten noch Fr. 300.- im Monat.

Wird durch diese massive Kürzung nach Meinung des Bundesrates der Grundsatz der Gleichbehandlung nicht verletzt?

Ist der Bundesrat bereit, gegen diese Diskriminierung vorzugehen?

Bundesrätin **Kopp**: Die beanstandete Kürzung erfolgte für Asylbewerber, die in Aufnahmezentren gemeinsam verpflegt werden. Von einer Diskriminierung kann deshalb keine Rede sein.

Frage 41:

Ruf-Bern. Tamilenführer in der Schweiz. Redebewilligung Responsable tamoul en Suisse. Autorisation de prendre la parole

Gemäss Artikel 2 Absatz 1 des BRB betreffend politische Reden von Ausländern (vom 24. 2. 1948) dürfen Ausländer, die keine Niederlassungsbewilligung besitzen, «an öffentlichen oder geschlossenen Versammlungen nur mit besonderer Bewilligung über ein politisches Thema reden».

Lag für den Generalsekretär der tamilischen Separatistenpartei TULF aus Sri Lanka, A. Amirthalingam, der am 10. Dezember 1985 in Bern vor der parlamentarischen Gruppe für Flüchtlingsfragen referierte sowie eine Pressekonferenz abhielt, wobei er offensichtliche Unwahrheiten über die Lage in seinem Lande verbreitete, eine Redebewilligung vor?

Falls ja, durch wen war sie beantragt worden?

Bundesrätin Kopp: Der Generalsekretär der TULF kam auf Einladung von eidgenössischen Parlamentariern zu Gesprächen in die Schweiz. Es handelte sich dabei nicht um politische Reden im Sinne des Rednerbeschlusses, sondern vielmehr um eine Orientierung von schweizerischen Behörden über die Lage in Sri Lanka.

Bezüglich der in der Presse abgegebenen Erklärungen haben die Veranstalter keine Bewilligung bei den hierfür zuständigen Berner Behörden eingeholt. Zum Inhalt der Erklärungen hat der Bundesrat nicht Stellung zu nehmen.

Ruf-Bern: Ich stelle also fest, dass dieser Tamilenführer ohne Redebewilligung gesprochen hat. Der Bundesratsbeschluss hält in Artikel 3 Absatz 2 fest: «Die ausländischen Redner haben sich jeder Einmischung in innerschweizerische politische Angelegenheiten zu enthalten.» Der genannte Tamilenführer hat also nicht bloss ohne Redebewilligung gesprochen, sondern

Präsident: Herr Ruf, ich muss auch Sie daran erinnern, dass Sie nur eine Zusatzfrage stellen dürfen.

Ruf-Bern: Ich stelle die Frage sofort. sondern er hat sich auch noch – unter Verbreitung gravierendster Unwahrheiten über die Lage in Sri Lanka – in die schweizerische Innenpolitik eingemischt und den Bundesrat aufgefordert, von einer Heimschaffung der tamilischen Wirtschaftsasylanten abzu- sehen.

Wie nimmt der Bundesrat zu dieser skandalösen Einmischung in unsere inneren Angelegenheiten Stellung? Ist der Bundesrat bereit, gegen den Tamilenführer wegen seines Auftritts ein mindestens vorübergehendes Einreiseverbot zu erlassen?

Bundesrätin Kopp: Der Tamilenführer war auf Einladung einiger Parlamentarier in die Schweiz eingereist. Ich habe bereits darauf hingewiesen, dass die kantonalen Behörden für die Erteilung einer Redebewilligung zuständig sind. Diese Redebewilligung wird sehr grosszügig gehandhabt. Es kam in den letzten zehn Jahren nur einmal vor, dass eine Redebewilligung nicht erteilt wurde. Im übrigen war dies keine Einmischung in schweizerische Angelegenheiten, es handelte sich um eine Lagebeurteilung aus der Sicht des Sprechenden.

Frage 42:

Meier-Zürich. Gesamtverteidigung. Ausländische Wohnbevölkerung

Défense nationale. Population résidente étrangère

Trotz 300'000 Einbürgerungen ist der Bestand der ausländischen Wohnbevölkerung auf über 935'000 Personen angestiegen.

Annahme: Gesamtverteidigung im Ernstfall.

1. *Bleiben diese Ausländer hier?*
2. *Wenn ja, warum bleiben sie hier?*

Bundesrätin Kopp: Wie die Erfahrungen während des letzten Weltkrieges gezeigt haben, verlassen bei einer Verschärfung der internationalen Lage viele Ausländer von sich aus die Schweiz. Das betrifft namentlich solche Ausländer, die im Herkunftsstaat Militärdienst leisten müssen. Im Hinblick auf die Militärdienstplicht der schweizerischen Arbeitnehmer würde es nicht in unserem Interesse liegen, die hierbleibenden Ausländer ebenfalls zur Ausreise anzuhalten. Ein solches Vorgehen stünde zudem im Widerspruch zu den von der Schweiz abgeschlossenen Niederlassungsverträgen, soweit es sich um Ausländer mit Niederlassungsbewilligung handelt. Eine solche Massnahme würde überdies die Stellung der Schweizer im Ausland gefährden.

Frage 43:

Zwygart. Fahrräder. Verkehrszulassung Bicyclettes. Admission à la circulation

Wegen Kleinigkeiten gelten die in letzter Zeit im öffentlichen Verkehr aufgetauchten neuartigen Fahrradarten (Liegevelo, Mountainbike, BMX) als unstatthaft, obwohl sie oft mindestens so verkehrstüchtig wären wie die leichten Rennvelos. Ist es nicht möglich, die entsprechenden Bestimmungen so offen zu gestalten, dass verkehrssichere Zweiräder nicht verbotenerweise auf unseren Strassen zirkulieren?

Bundesrätin Kopp: Fahrradarten wie BMX und Mountain Bikes dienen vor allem zum Fahren im Gelände. Das Problem, ob für diese Fahrzeuge zum Fahren auf öffentlichen Strassen Erleichterungen wie für Rennfahrräder (zum Beispiel Verzicht auf feste Beleuchtung) geschaffen werden sollen, ist zurzeit den Kantonen zur Vernehmlassung unterbreitet. Es stellt sich bei allem Bestreben, das Radfahren zu fördern, auch die Frage, ob die meist jugendlichen Benützer durch das Fahren ohne feste Beleuchtung nicht gefährdet und ob durch das Befahren von Wald und Wiesen nicht Pflanzen und Tiere gestört oder geschädigt werden. Der Bundesrat wird nach Abschluss des Vernehmlassungsverfahrens entscheiden.

Question 44:

Magnin. Schiessen der Armee und Waldbrände Tirs de l'armée suisse et incendie de forêts

La destruction de 150 ha de forêts situées au Liechtenstein, à la suite d'un incendie provoqué par des tirs de l'armée suisse provoque interrogations et protestations.

Quelles en seront les conséquences politiques et financières? Et quelles mesures seront prises contre les responsables de cette catastrophe et pour éviter à tout prix son renouvellement?

Frage 45:

Bürer-Walenstadt. Waldbrand St. Luzisteig Forêts sinistrées du Liechtenstein

Der grosse Waldbrand bei St. Luzisteig hat in der Region und im Fürstentum Liechtenstein Unruhe und Unsicherheit ausgelöst.

Es drängen sich folgende Fragen auf, und ich bitte den Bundesrat um entsprechende Beantwortung:

1. *Wurden bei der Schiessübung sämtliche speziell für dieses Gebiet gültigen Vorschriften eingehalten?*
2. *Welche Sofortmassnahmen werden ergriffen, um Fehleinschätzungen künftig zu verhindern?*
3. *Was wird unternommen, um das freundschaftliche Verhältnis mit der Gemeinde Balzers und dem Fürstentum nicht zu gefährden und das gegenseitige Vertrauensverhältnis wieder zu festigen?*

Frage 46:

Grendelmeier. Waldbrand von Balzers Incendie de forêt de Balzers

Der Waldbrand von Balzers (FL), der durch Einheiten der Schweizer Armee fahrlässig verursacht wurde, hat mindestens 150 Hektaren Bannwald zerstört. Dazu drängen sich folgende Fragen auf:

- *Weshalb wurde trotz der meteorologisch begründeten Warnung geschossen?*
- *Weshalb dauerte es nach der Entdeckung des Brandausbruchs im Minimum eine Viertelstunde, bis die Verantwortlichen die Feuerwehr alarmierten?*
- *Warum bestehen für solche Schadenereignisse keine Alarmpläne?*
- *Warum hat es der Vorsteher des EMD, Bundesrat J.-P. Delamuraz, nicht für notwendig befunden, sich unverzüglich an Ort und Stelle über das Ausmass der Brandkatastrophe zu orientieren und mit den Behörden des betroffenen Nachbarlandes persönlichen Kontakt aufzunehmen?*

- Wer trägt die finanzielle Verantwortung für den entstandenen Schaden, und unter welcher Position werden die dadurch verursachten Aufwendungen in der Staatsrechnung verbucht?

Question 47:

**Clivaz. Waldbrand in Liechtenstein und Schweizer Armee
Incendie d'une forêt liechtensteinoise provoqué par l'armée suisse**

Les causes et les conséquences graves de l'incendie d'une forêt de la principauté du Liechtenstein, provoqué par des tirs effectués par l'armée suisse sont connues. On a pu lire que l'armée a fait preuve, en l'occurrence, d'une «désinvolture scandaleuse». Comment le Conseil fédéral juge-t-il le comportement des officiers qui ont ordonné ces tirs?

Quelles mesures sont envisagées ou prises afin d'éviter le renouvellement de pareils accidents?

Frage 48:

**Zwingli. Waldbrand in Liechtenstein
Incendie de forêt au Liechtenstein**

Der durch ein Rakrohr-Schiessen ausgebrochene und durch einen starken Föhnsturm zu einem Flächenbrand angefachte Waldbrand vom 5. Dezember 1985 vernichtete oder beschädigte über 100 ha Wald der Gemeinde Balzers (FL). Nachdem bereits früher durch Schiessübungen der Armee Brände ausgelöst wurden, entstand durch diese Katastrophe in der Bevölkerung beidseits des Rheins grosse Empörung.

Da wir im st. gallischen Grenzgebiet guten freundschaftlichen Beziehungen über den Rhein hinweg grosse Bedeutung zumessen, sind wir dem Chef des EMD, Bundesrat J.-P. Delamuraz, dankbar, dass er sich dieser Angelegenheit sofort persönlich annahm und Untersuchung, Wiedergutmachung und Abhilfe zusicherte.

Ich frage den Bundesrat:

- 1. Welche Ursachen (Vorschriften, Massnahmen, Fehlverhalten usw.) führten zu dieser Katastrophe?*
- 2. Welche konkreten Massnahmen will der Bundesrat bzw. das EMD anordnen, um solche Katastrophen inskünftig mit hoher Sicherheit auszuschliessen?*

Frage 49:

**Nauer. Waldbrände ausgelöst durch das Militär
Incendies de forêts provoqués par l'armée**

Die erneute Missachtung der gefährlichen Situation in den Wäldern bei Föhnlagen durch die Schweizer Armee löste den Waldbrand bei Balzers aus.

Wie ist die Verantwortlichkeit bei solchen Schadenfällen geregelt? Besteht bei Nichtbeachtung der zivilen Folgen eine persönliche Haftung seitens der für die Schiessübungen verantwortlichen Organe?

Frage 50:

Giger. Schweizer Militär. Waldbrand im Fürstentum Liechtenstein

Forêts du Liechtenstein. Incendie provoqué par l'armée suisse

Ein durch Schiessübungen auf dem Waffenplatz St. Luzisteig ausgelöster Waldbrand, der bedauerlicherweise im benachbarten Fürstentum beträchtliche Schäden angerichtet hat, lässt in Öffentlichkeit und Presse kritische Stimmen über unsere Armee sich mehren.

Auch von liechtensteinischer Seite her sind in der Folge abschätzige Stimmen gegen unsere Armee allgemein laut geworden. Trotzdem dürfte sich das Fürstentum, umgeben von zwei Nachbarstaaten mit Defensivarmeen, sehr sicher und wohl fühlen. Dies vor allem auch im Hinblick auf die hohen Kosten, welche das Halten einer Armee mit sich bringt und vom einzelnen Bürger dieser Länder viel Opferbereitschaft für die Landesverteidigung abverlangt.

- Wie gedenken der Bundesrat und die zuständigen Stellen des EMD vermeidbaren Pannen verstärkt vorzubeugen und damit unnötigem Verlust des Ansehens unserer Armee zu steuern?

- Ist der Bundesrat nicht auch der Auffassung, dass derartige Äusserungen von seiten liechtensteinischer Bürger gegen unsere Armee, trotz diesen peinlichen Vorkommnissen, in keiner Art und Weise gerechtfertigt sind?

M. Delamuraz, conseiller fédéral: L'incendie du 5 décembre 1985 sur le territoire de la place d'armes de St-Luzisteig a été provoqué par un exercice de tirs dans le cadre d'un cours de combat rapproché. Ce jour-là, un tir de tube-roquette figurait au programme des quatre classes du cours. En raison de la sécheresse et du foehn, le commandant du cours renonça, d'entente avec le chef de la place de tir, à utiliser de la munition lumineuse de 20 millimètres et il prépara du matériel de lutte contre le feu, conformément à l'ordre de la place de tir en cas de foehn. Au cours de l'exercice, ce sont donc des roquettes d'exercice de 8,3 centimètres pour tube-roquette qui ont été utilisées, à l'exclusion de toute autre munition. Trois classes ont tiré sans incident. Lors des tirs de la quatrième classe, l'herbe - et non pas tout de suite la forêt - s'est enflammée derrière le charcible; l'exercice a aussitôt été interrompu et les moyens d'extinction mis en service. En raison de la tempête de foehn, le feu s'est malgré tout étendu à la forêt derrière les pare-balles.

La forêt endommagée est presque exclusivement située sur le territoire suisse, contrairement à ce qui a été dit à diverses reprises, mais elle est propriété de la commune de Balzers au Liechtenstein. Nous avons bien entendu ordonné une enquête en complément de preuves, ainsi que, par décision du chef du Département militaire fédéral, une interdiction totale de tir sur la place d'armes de St-Luzisteig jusqu'à la fin de cette année. Le cours de combat rapproché a été licencié lundi passé, faute de disposer d'une autre place de tir.

De prime abord, on peut constater que le commandant du cours a sans doute respecté les mesures de sécurité prévues par l'ordre de la place d'armes: aucune munition lumineuse, mise en place de moyens de lutte contre le feu. Toutefois la question se pose de savoir si, compte tenu du foehn qui soufflait violemment, l'appréciation du commandant a été correcte. En tout état de cause, l'enquête permettra de se prononcer sur ce point. Sans en attendre le résultat, je répète que, pour des raisons de sécurité mais aussi pour des raisons psychologiques, nous avons ordonné la préparation de prescriptions plus rigoureuses, à valoir dès l'an prochain, concernant les tirs à St-Luzisteig, notamment en cas de foehn.

Le 10 décembre 1985, le chef du Département militaire fédéral a eu des entretiens avec le chef du Gouvernement de la Principauté du Liechtenstein, en présence du représentant du gouvernement des Grisons et des maires des communes suisses et liechtensteinoises. A cette occasion, il a exprimé, au nom du Conseil fédéral, ses vifs regrets à la population et aux communes touchées par l'incendie de forêt provoqué sur le territoire de cette place d'armes. Les entretiens avec les autorités du Liechtenstein se poursuivront en janvier prochain dans le dessein d'examiner plus en détail et de manière très concrète, les conditions d'activité sur la place d'armes de St-Luzisteig. Jusqu'à cette date le chef du Département militaire a ordonné la suspension des tirs sur la place avoisinant le territoire de la commune de Balzers dès janvier, soit lorsque l'actuelle interdiction générale sur l'ensemble de la place de tir aura été levée.

On peut conclure des entretiens qui ont eu lieu avec le Gouvernement de la Principauté du Liechtenstein que les relations de bon voisinage, ébranlées par ce regrettable incident, peuvent se rétablir.

Il n'est pas possible actuellement de donner des indications au sujet du montant des dommages matériels. Ceux-ci seront pris en charge par la Confédération.

Les conséquences indirectes de cet incendie sont aussi fâcheuses que ses conséquences directes. Elles contribuent

à entamer une nouvelle fois le capital de confiance dont notre armée doit bénéficier pour accomplir correctement sa mission. Or, notre préparation militaire ne peut pas s'accomplir seulement en casernes, là où l'on ne risquerait ni accidents de circulation ni incidents de tir. Cette préparation militaire, si elle veut être sérieuse, implique des engagements dans le terrain. Là, nous sommes confrontés en permanence, et chaque fois davantage, à la compatibilité de nos exercices et des occupations et activités civiles: agriculture, sylviculture, tourisme, etc. C'est un problème permanent. En l'occurrence, cette compatibilité a été mise en cause. Si l'enquête révèle qu'il y a faute des chefs de cours, ils seront punis; et pour mettre plus de chances de notre côté, sans toutefois vider l'instruction militaire de son sens et de son sérieux, nous prendrons les mesures qui s'imposent quant à l'utilisation de la place de tir de St-Luzisteig (et cela, inévitablement après un si malheureux incident, dans le sens de plus de rigueur et de plus de restrictions encore; je le regrette mais telle sera la conséquence inéluctable de cette bavure).

M. Magnin: Je remercie M. Delamuraz de sa réponse assez complète en ce qui concerne la dernière en date des bavures, mais je voudrais élargir quelque peu la question et lui demander s'il n'estime pas que depuis quelque temps, plus précisément au cours de ces deux dernières années, les bavures deviennent de plus en plus graves et se multiplient au sein de l'armée suisse. Nous n'avons pas le temps ici de les citer les uns après les autres.

Plusieurs ont provoqué la mort d'hommes et cette fois, c'est une catastrophe qui n'est quand même pas à sous-estimer. Je demande donc au chef du département de nous dire s'il entend prendre des mesures sur un plan plus général afin que ce type de bavures qui se multiplient cesse dans toute la mesure du possible.

M. Delamuraz, conseiller fédéral: Je pense que nous pourrions consacrer au débat général que propose M. Magnin une large attention, par exemple lors des délibérations sur la gestion de mon département ou à une autre occasion.

Aujourd'hui, pour être très bref, je lui dirai qu'il s'accomplit dans ce pays, chaque année, 13 millions de jours de service dans des conditions de plus en plus difficiles et avec des moyens militaires dont la portée et le rayon sont chaque fois plus étendus, ce qui pose le problème de la maîtrise de ces appareils.

Mais je puis vous le dire, ce serait une illusion d'imaginer que le nombre de bavures (notamment les accidents de la circulation) a augmenté ces deux dernières années proportionnellement au nombre de kilomètres parcourus et au nombre de prestations fournis. Heureusement le contraire est vrai même si les incidents et les accidents très rapprochés dans le temps ont été impressionnants et peuvent nous faire croire qu'il y a une nette augmentation. Néanmoins, nous ne parvenons à un tel résultat qu'au prix d'une discipline chaque fois répétée. A propos de chacun de ces incidents, les normes de sécurité, de discipline et de rigueur ont été rappelées en tout haut lieu du département et, le cas échéant, précisées lorsqu'il était nécessaire de le faire. Nous n'abandonnons pas cette question primordiale au hasard car nous savons bien que la vie d'hommes ainsi que des biens matériels sont en jeu, de même que la cause de l'armée, sa réputation et la confiance qu'elle doit inspirer au peuple.

Bürer-Walenstadt: Die Ausführungen von Bundesrat Delamuraz lassen erkennen, dass alles unternommen wurde, um das Feuer zu bekämpfen. Aber im Hinblick darauf, dass das in Zukunft noch effizienter gemacht werden kann, stellen sich meinerseits zwei Fragen: Hat man eingesehen, dass die Alarmorganisation wesentlich verbessert werden muss? Stimmt es, dass der Einsatz der Armeehelikopter zeitlich mit grosser Verspätung erfolgte und dass diese für Löschzwecke ungenügend ausgerüstet sind?

M. Delamuraz, conseiller fédéral: Nous pourrions répondre en toute connaissance de cause à la première question de M. Bürer lorsque nous serons en possession du rapport du juge d'instruction de la Division de montagne 12 qui est commis à l'instruction de cet incident. Pour l'instant, j'ai reçu, en ce qui me concerne, des renseignements contradictoires. Les uns font état d'une organisation qui était en tout point en place, les autres d'un léger délai d'alarme du deuxième échelon. Le premier échelon a fonctionné tout de suite, le deuxième avec quelque retard. Nous devons déterminer de quoi il s'agit en l'occurrence.

Quant à votre seconde question, je n'ai entendu de la part des autorités civiles, tant des autorités grisonnes que des autorités du Liechtenstein et de Balzers en particulier -- je ne me réfère donc pas à l'avis des militaires et prends l'avis plus indépendant des autorités civiles -- que des expressions de gratitude pour la manière dont l'armée avait engagé ses troupes dans le combat de l'incendie. En outre, l'explication du caractère un peu timide de l'apparition des hélicoptères tient, me dit-on, à la violence du foehn qui rendait extrêmement aléatoire, voire dangereuse l'intervention des hélicoptères. Ceux-ci auraient pu être plus nombreux dans les conditions météorologiques normales.

Frau Grendelmeier: Herr Delamuraz, ich bedanke mich für Ihre generellen Ausführungen, die Sie hier gemacht haben. Es war das erste Mal seit nunmehr zehn Tagen, dass das Parlament aus der Sicht des EMD orientiert worden ist. Man hätte es möglicherweise geschätzt, wenn es schon etwas früher passiert wäre.

Leider muss ich aber sagen, dass keine einzige meiner Fragen konkret beantwortet worden ist. Erlauben Sie mir wenigstens eine Zusatzfrage; ich hoffe, Sie sind im Stande, diese zu beantworten.

Wie erklärt man sich im Bundesrat, speziell im EMD, diese offensichtliche Häufung von Unglücksfällen und Schadereignissen? Ich erinnere daran, dass bereits im Oktober zwei Waldbrände stattgefunden haben, nämlich in Meiringen und in Wildhaus, und nun schon wieder. Wie erklärt man sich das, wenn man bedenkt, dass diese Ereignisse zusammenfallen mit der Amtseinssetzung von Herrn Korpskommandant Mabilard, dessen Devise -- wie wir alle wissen -- «Mehr Härte, weniger Psychologie» heisst? Wäre «Mehr Intelligenz und weniger Unbesonnenheit» nicht besser?

Präsident: Frau Grendelmeier, kurze Zusatzfragen, bitte.

M. Delamuraz, conseiller fédéral: La dernière partie de l'intervention de Mme Grendelmeier nous entraîne sur les sentiers de Freud et je ne veux pas m'y complaire car ce serait probablement un peu trop complexe. Puisque vous vous référez, Madame, à trois incendies d'inégale importance qui ont été, semble-t-il, pour deux d'entre eux en tout cas, provoqués par des exercices militaires, je vous dirai que l'explication de ce phénomène, en si peu de temps, tient en deux facteurs clairs. Le premier est que nous sortons d'un été et d'un automne exceptionnellement secs et que, malgré les apparences, une petite pluie et un léger brouillard ne sont pas de nature à rendre beaucoup moins inflammable la forêt. C'est la raison pour laquelle, d'ailleurs, des mesures de sécurité ont été prises dans la plupart des tirs avec succès; mais on a, ici ou là, sous-estimé malgré tout le danger que cela pouvait représenter.

Quant à la deuxième explication que je dois vous donner, c'est que nous avons eu pendant l'automne une activité militaire particulièrement intense cette année. Il n'y a pratiquement pas eu ces dernières années de services aussi intenses que ces dernières semaines, au corps d'armée de montagne 3, au corps d'armée de campagne 2 ainsi que, partiellement, en Suisse orientale, au corps d'armée de campagne 4. Vu le nombre considérable de jours de service, le risque d'incidents s'est trouvé multiplié.

J'espère avoir l'occasion de m'expliquer plus longuement sur les méthodes du chef de l'instruction. En tout cas, je dois d'ores et déjà affirmer que cette personne ne peut être mise

en cause dans la manière dont elle conçoit et conduit l'instruction et que, par exemple, deux des trois incidents dont vous parlez se sont passés absolument en dehors de sa juridiction, dans des troupes qui n'étaient pas en service au groupement de l'instruction, et qu'ils ne sauraient par conséquent lui être imputés personnellement.

Nauer: Nicht beantwortet ist meine Frage nach der persönlichen Haftung der für die Schiessübungen verantwortlichen Organe.

M. Delamuraz, conseiller fédéral: La responsabilité de la punition éventuelle en matière disciplinaire incombe au chef d'arme de l'infanterie. Si des officiers étaient traduits devant le tribunal de division, ce serait, bien entendu, ce dernier qui aurait à juger.

Frage 51:

Meier-Zürich. Nationalbank. Milliardenverluste?
Banque nationale. Pertes sur les avoirs de change

Am 1. Oktober 1984 und am 11. März 1985 habe ich den 95prozentigen Dollar-Anteil am Devisenbestand der Nationalbank beanstandet. Einerseits verlangte ich eine Unterstützung der konzertierten Zentralbankinterventionen, um den überbewerteten Dollar herunter zu holen, und andererseits eine Diversifizierung des Devisenbestandes auf andere Währungen (DM, Yen).

Anstatt durch Dollarverkäufe Milliardengewinne einzufahren, haben Nationalbank (und Bundesrat?) durch ihr unverständliches Verhalten einen Verlust aus dem Devisenbestand von einigen Milliarden Franken zu verantworten.

1. Wie hoch muss der Verlust auf dem Devisenbestand Ende 1985 geschätzt werden?

2. Wer übernimmt die Verantwortung für dieses 2. Dollar-Fiasko?

Bundesrat Stich: Die Nationalbank ist durch Verfassung und Gesetz verpflichtet, eine den Gesamtinteressen des Landes dienende Kredit- und Währungspolitik zu führen. Sie hat nicht den Auftrag, den höchstmöglichen Gewinn aus ihren Devisenanlagen zu erzielen. Das Konzept einer währungsmässigen Diversifizierung der offiziellen Devisenreserven mag vielleicht auf den ersten Blick verlockend erscheinen. Eine solche Diversifizierung würde aber gerade für die Schweiz mit grossen Risiken belastet sein. Es ist leicht, sich vorzustellen, wie chaotisch sich der Wechselkurs unserer Währung entwickeln würde, wenn wichtige ausländische Notenbanken ebenfalls diversifizieren und in grösserem Umfang Dollars gegen Schweizerfranken umtauschen würden. Wer in einem Glashaus sitzt, soll nicht mit Steinen um sich werfen.

Frage 52:

Fetz. Stellenbesetzung beim Bund. Diskriminierung der Frauen

Postes à pourvoir à la Confédération. Discrimination des femmes

Die juristische Zeitschrift «Plädoyer» hat aufgedeckt, dass einzelne Bundesämter bei der Anstellungspraxis Frauen diskriminieren. Die Stellen werden zwar im Stellenanzeiger «Die Stelle» geschlechtsneutral ausgeschrieben, auf den Computerausgügen des AVAM hingegen wird das gewünschte Geschlecht ausdrücklich genannt. Bei den qualifizierten juristischen Stellen werden offenbar vor allem Männer gesucht.

Ist dieses Verhalten nicht verfassungswidrig? Wie gedenkt der Bundesrat gegen diese diskriminierende Anstellungspraxis vorzugehen?

Bundesrat Stich: Ende Oktober haben wir Kenntnis erhalten, dass im vom BIGA erstellten AVAM-Computersystem einzelne vakante Stellen in der Bundesverwaltung nicht geschlechtsneutral ausgeschrieben werden. Wir haben des-

halb die Weisung erteilt, dass im System keine Geschlechtsbezeichnung mehr eingegeben wird. Spätestens ab Mitte Januar 1986, wenn die bereits gespeicherten Programme auslaufen, werden die Ausschreibungen geschlechtsneutral erfolgen.

Die Entwicklung des Anteils von Frauen in Kaderstellungen der Bundesverwaltung, eine Verdreifachung seit 1970, zeigt, dass der Grundsatz von Artikel 4 Absatz 2 der Bundesverfassung in der Verwaltung Fuss gefasst hat. Die Stützung dieser Entwicklung und die Förderung der Frauen am Arbeitsplatz ist eine ständige Aufgabe der Bundesverwaltung. Dazu gehört auch eine Rekrutierungspraxis, die unabhängig vom Geschlecht, einzig auf die Eignung für die zu besetzende Stelle, abstellt.

Frage 53:

Nauer. Importbeschränkungen USA
Protectionnisme américain

Die USA beabsichtigen drastische Importbeschränkungen für Textilien und Schuhe aus den wichtigsten Exportländern in der Dritten Welt, aber auch aus der Schweiz und den übrigen EFTA-Staaten.

Was unternimmt der Bundesrat, um dieser eindeutigen Verletzung der Regeln des Allgemeinen Zoll- und Handelsabkommens GATT zu begegnen?

Bundespräsident Furgler: Die vom amerikanischen Kongress verabschiedete «Textile Import Quota Bill» sieht für einige ostasiatische Länder drastische Kürzungen der Textillieferungen an die USA vor. Auch würden die Zuwachsraten für Textilimporte mit Ausnahme jener der EG-Staaten und Kanadas für alle restlichen Länder, also auch für die Schweiz, ab 1986 wesentlich beschränkt. Das würde einer GATT-widrigen Besserstellung der EG-Staaten und Kanadas entsprechen. Reine Opportunitätsüberlegungen schufen einen Tatbestand, den ich als Präzedenzfall werten würde. Weit über die unmittelbaren Auswirkungen der Vorlage auf die schweizerische Textilindustrie hinaus wäre ein neues Schwächezeichen im weltweiten Kampf für einen offenen Handel und gegen den Protektionismus gesetzt.

Wir haben alle Mittel verwendet, um Administration und Kongress in Washington zu einem Verzicht auf die Vorlage zu bewegen oder jedenfalls zu erreichen, dass diese nicht diskriminatorisch ausgestaltet wird. Das Gesetz, dem zudem noch eine Importbeschränkung im Schuhsektor beigefügt worden ist, liegt nun zur Unterschrift auf dem Tisch des Präsidenten.

Wir erachten es als wahrscheinlich, und ich hoffe auf diesen Entscheid, dass der Präsident noch vor dem 17. Dezember von seinem Vetorecht Gebrauch machen wird gemäss der Grundhaltung, die auch in Genf zur Sprache kam, nämlich alles daran zu setzen, um den Protektionismus nicht noch weiter blühen zu lassen. Sollte dem nicht so sein, werden wir unsere GATT-Rechte geltend machen, d. h. vom Streit-schlichtungsverfahren Gebrauch machen. Letzten Endes müssten auch die Möglichkeiten von Retorsionsmassnahmen ins Auge gefasst werden. Ich hoffe aber, aufgrund direkter Kontakte mit Washington, dass es nicht soweit kommt, sondern dass wir am 17. Dezember feststellen können, dass der Präsident sein Veto gegen das Gesetz eingelegt hat.

Frage 54:

Allenspach. Staus bei Härkingen
Bouchons près d'Härkingen

Gemäss Berichten in den Medien muss im kommenden Jahr schon wieder mit Staus auf dem Autobahnteilstück zwischen Härkingen und Rothrist gerechnet werden, u. a. weil eine Autobahnbrücke wegen grosser Schäden abgerissen werden müsse.

Was gedenkt der Bundesrat konkret zu tun, damit sich die ökonomisch und ökologisch unzumutbaren Stausituationen bei Härkingen im kommenden Jahr nicht wiederholen?

Bundesrat Schlumpf: Die Berichte, auf die sich Herr Allenspach bezieht, beruhen auf Fehlinterpretationen oder Fehlinformationen. Der Ersatz der in Frage stehenden Autobahnbrücke, Ueberführung über die Kantonsstrasse an dieser Stelle, ist erst für 1988 vorgesehen. Die zuständigen Stellen des Kantons Solothurn und unser ASB werden alle technischen und organisatorischen Massnahmen treffen, um während dieser Arbeiten auch nur ähnliche Verhältnisse, wie wir sie in diesem Sommer am Härkingerteilstück erleben, zu vermeiden. Für die Vorbereitung dieser Massnahmen bleibt genügend Zeit, weil diese Arbeiten erst in zwei Jahren zur Ausführung gelangen werden.

Allenspach: Von zuständiger Seite ist gesagt worden, dass allenfalls auch Reparaturarbeiten zu neuen Staus führen könnten, weil es nicht ausgeschlossen sei, dass im Laufe des Sommers wieder eine Blasenbildung eintreten könnte. Dann hätten wir also im Jahre 1986 Staus wegen der Blasenbildung und im Jahre 1987/88 Staus wegen der Brückenerneuerung. Trifft diese Information zu, und kann Herr Schlumpf glaubhaft versichern, dass im nächsten Jahr keine Reparaturarbeiten gemacht werden müssen, die zu Staus führen?

Bundesrat Schlumpf: Es wäre wohl vermessen, wenn ich für irgendein Teilstück unseres Nationalstrassennetzes solche Zusicherungen abgeben würde. Ich kann Herrn Allenspach immerhin sagen, dass wir von der Gefahr weiterer solcher Bläschenbildungen, wie wir sie hatten, keine Kenntnis haben. Meine Informationen lauten also anders.

Frage 55:

Humbel. Information über Afghanistan Meilleure information sur l'Afghanistan

Parlamentarier der beiden eidgenössischen Räte erhalten immer wieder Reklamationen, dass das Schweizer Fernsehen und Radio über Afghanistan und den Freiheitskampf des afghanischen Volkes gegen eine grosse Weltmacht viel zu wenig informieren, ja bewusst Informationen von Schweizer Bürgern direkt aus Afghanistan den Fernsehzuschauern und Radiohörern vorenthalten. Aus diesem Grund bitte ich den Bundesrat, folgende Fragen zu beantworten:

- 1. Ist der Bundesrat bereit, beim Schweizer Fernsehen und Radio dahin zu wirken, dass über die Situation in Afghanistan vermehrt und umfassender informiert wird?*
- 2. Ist der Bundesrat auch bereit, mit den zuständigen Verantwortlichen von TV und Radio dafür zu sorgen, dass am 6. Jahrestag, also am 27. Dezember 1985, eine spezielle Sendung über Afghanistan und den Krieg in diesem Land ausgestrahlt wird, wenn immer möglich in der Hauptsendezeit zwischen 20.00 und 22.00 Uhr?*

Bundesrat Schlumpf: Die Beurteilung von Sendungen der SRG wie auch von Lokalradios, die bereits ausgestrahlt worden sind, fällt in die Zuständigkeit der unabhängigen Beschwerdeinstanz, Kommission Reck. Einzelanweisungen, die sich auf konkrete Sendungen beziehen würden – also zum Beispiel auf die Gestaltung oder auch auf die Zeitdauer von Sendungen –, wären mit Artikel 55bis Absatz 3 der Bundesverfassung nicht vereinbar. In diesem Verfassungsartikel sichern wir den Veranaltern von Radio und Fernsehen Programmgestaltungsautonomie zu. Das ist der eine Teil der Freiheit. Die Unabhängigkeit von staatlichen Institutionen, Organen, Behörden der andere Teil. Der Bundesrat kann deshalb grundsätzlich keine Sendungen anordnen, und er kann auch nicht über den Inhalt, den Zeitpunkt oder die Dauer von Sendungen Weisungen erteilen.

Humbel: Wir haben zwar die unabhängige Beschwerdekommision, dennoch steht fest, dass ja seit einigen Jahren ein Grossteil der Schweizer Bevölkerung mit unserem Fernsehen und Radio nicht mehr einverstanden ist. Teilt der Bundesrat diese Ansicht, und was will er hier vorgehen? Ist es denn tatsächlich und rechtlich so, dass unser Parlament

und der Bundesrat hier machtlos dastehen? Können wir also nichts anderes tun, als immer wieder Beschwerden einreichen? Schliesslich: Darf denn der Bundesrat nicht einmal Wünsche formulieren und diese schriftlich den zuständigen Verantwortlichen unterbreiten? Ich danke Herrn Bundesrat Schlumpf für die Beantwortung dieser Zusatzfragen.

Bundesrat Schlumpf: Wünsche vortragen darf man nicht nur in der Vorweihnachtszeit, sondern während 365 Tagen im Jahr. Das dürfen wir selbstverständlich auch den Organen der SRG gegenüber. Das tun wir auch etwa im Gespräch, aber das bezieht sich nie auf die Programmautonomie. Eingriffe des Parlamentes, des Bundesrates oder eines Departementes in die autonome Programmgestaltung könnten zu endlosen Weiterungen führen. Ich will nicht von Zensur sprechen, aber das wäre der Anfang in Richtung Zensur. Wo wäre dann eine Grenze festzulegen? Man hat bisher den Weg gewählt, und ich sehe keine andere Möglichkeit – auch nicht für die Ausführungsgesetzgebung zum Radio- und Fernsehartikel, die ja in Vorbereitung ist – als jene, die wir heute haben, nämlich durch generelle Normen die Pflichtenhefte abzustecken. In Artikel 13 der SRG-Konzession wurde das gemacht. Da wird gesagt, welche Aufgaben die SRG zu erfüllen hat. Die Frage im konkreten Fall ist, ob diese Konzessionsnorm verletzt wurde oder nicht. Das zu beurteilen ist dann eben Sache der unabhängigen Beschwerdeinstanz.

Frage 56:

Jaeger. Tempolimiten. Aeusserungen eines Chefbeamten Limitations de vitesse. Propos d'un haut fonctionnaire

ASB-Direktor Kurt Suter hat öffentlich erklärt, er sei überzeugtermassen gegen die Einführung von Tempo Hundert. «Das wäre eine Vergewaltigung des Verkehrs und keine Verbesserung.» Der Bundesrat wird gefragt,

- was er konkret unter «Vergewaltigung des Verkehrs» durch Tempolimiten verstehe,*
- ob der Bundesrat die Auffassung des ASB-Direktors teile und deshalb von einer Ueberprüfung des Tempo 120-Entscheidung abgesehen habe,*
- ob der Bundesrat bereit sei, dafür zu sorgen, dass sich der ASB-Direktor in seiner Chefbeamtenfunktion in Zukunft zurückhaltender äussere.*

Bundesrat Schlumpf: Wir haben am 20. November 1985 in einer Antwort auf ein Postulat von Herrn Zwingli zur Frage eines allfälligen Rückkommens auf den Entscheid über die Geschwindigkeitsbegrenzungen, die seit 1. Januar gelten, Stellung genommen und dort dargelegt, weshalb der Bundesrat der Meinung ist, dass vor Ablauf der damals festgelegten Frist über die jetzt geltenden Geschwindigkeitsbegrenzungen, also vor 31. Dezember 1987, keine Wiedererwägung durch den Bundesrat erfolgen soll.

Herr Suter, Direktor des ASB, hat mit anderen Worten, aber mit dem genau gleichen Inhalt, diese Stellungnahme des Bundesrates bestätigt. Darin vermag ich keine Unkorrektheit zu erblicken. Für mich wird eine Aeusserrung von Mitarbeitern erst dann problematisch, wenn sie von den Auffassungen der vorgesetzten Stelle abweicht. Das ist in diesem Falle nicht so.

Jaeger: Ich möchte vorgängig zu meiner Frage eine kurze Bemerkung anbringen, um ein Missverständnis zu verhindern.

Herr Bundesrat, mir geht es nicht darum, Ihren Chefbeamten irgendeinen Maulkorb zu verpassen. Auch Chefbeamte, wie Beamte generell, haben als Privatpersonen das Recht auf eigene Meinung. Aber im Zusammenhang mit verschiedenen Aeusserrungen von Herrn Suter ist zu sagen, dass diese in seiner Funktion als ASB-Direktor gefallen sind. Ich bin der Auffassung, dass, wenn er sich in dieser Funktion äussert, er doch auch auf die unterschiedlichen Auffassungen

(Präsident: Ich bitte Herrn Jaeger, die Zusatzfrage zu stellen.)

.... in unserem Rat Rücksicht nehmen sollte.

Ich frage nun Herrn Bundesrat Schlumpf an: Sind Sie bereit, dafür zu sorgen, dass sich Herr Suter in Zukunft etwas mehr Zurückhaltung auferlegt? Das wäre nämlich auch für den Dialog zwischen ihm und uns förderlich.

Bundesrat Schlumpf: Es ist schwierig, die beiden Elemente der Ausführungen von Herrn Jaeger auf einen Nenner zu bringen. Im ersten Teil sagt er, man müsse den Mitarbeitern – ich bin auch dieser Auffassung – Meinungsfreiheit gewähren. Im zweiten Teil sagt er, ich sollte dahin wirken, dass sich Herr Suter mehr Zurückhaltung auferlege, also sich weniger äussere zu diesen Fragen.

Herr Suter hat am 1. September sein Amt angetreten. In dieser Zeit wurden zwei von ihm in der Öffentlichkeit gemachte Äusserungen heftig diskutiert und als relevant bezeichnet; hier im Saale wurden sie «releviert». Diese beiden Äusserungen, die Herr Suter machte, sind nicht zu beanstanden. Ob Sie es wünschen, dass unsere Mitarbeiter sich in ihrem Fachbereich nicht mehr äussern, das ist eine ganz andere Frage. Diese Meinung würde ich nicht teilen; Sie offenbar auch nicht, Herr Jaeger. Nun, wie sollen sie sich äussern? Ich meine doch wohl so, wie das ihre vorgesetzten Instanzen festgelegt haben, also nach der offiziellen Stellungnahme des Bundesrates, des Departementschefs. Diese Stellungnahme wurde festgelegt in bezug auf die Wiedererwägung von Geschwindigkeitslimiten im Zusammenhang mit diesem Postulat. In diesem Postulat ging es um den allfälligen Ausbau Härkingen. Die wurde festgelegt durch Departement und Bundesrat.

Question 57:

Salvioni. Televisione della Svizzera italiana als «Sportkanal»

Retransmissions sportives à la TV et réception du programme tessinois

Mercredi soir, une fois de plus, la Télévision suisse-italienne (TSI) a été «désactivée» pour faire place, à la chaîne sportive. Les téléspectateurs italophones de Suisse allemande (800 mille personnes) n'ont pu suivre le débat télévisé avec la conseillère fédérale Elisabeth Kopp et d'autres politiciens au sujet des réfugiés, thème qui intéresse vivement les étrangers résidant dans notre pays. Or, la concession oblige la SSR à garantir une égalité de traitement et une information commune à toutes les régions linguistiques du pays. Que pense l'autorité de surveillance de cette violation de la concession, pour ne rien dire de l'affront à la conseillère fédérale Kopp?

Bundesrat Schlumpf: Herr Salvioni hat eine Frage aufgeworfen, die wir noch in bezug auf den Sachverhalt und die Rechtslage näher abklären müssen. Es hat sich nämlich folgendes begeben: Beim Europacup-Spiel Xamax Neuenburg gegen Dundee United war eine Uebertragung auf der nationalen Kette vorgesehen, die dann auch gesendet wurde. Ich habe sie mir – damit Sie gerade orientiert sind – selbst auf der dritten Kette angeschaut. Die beiden anderen Regionen haben das Programm des Westschweizer Fernsehens im Bild unverändert, aber mit anderen Kommentaren, übernommen. Das normale Programm des Tessiner Fernsehens mit dem «Dibattito sul tema: La Svizzera e i rifugiati» mit Frau Bundesrätin Kopp war also in der gesamten Schweiz zu empfangen. In der Region Bern haben aber lokale Kabelunternehmungen das Tessiner Programm dann von sich aus – ohne Einvernehmen mit der SRG oder mit uns – ersetzt und dieses entsprechend ihrem Kabelkanal auch für die Uebertragung dieses Fussballspiels verwendet, mit einem eigenen Kommentar in deutscher Sprache. Damit wollten sie erreichen, dass die grosse französischsprachige Gruppe in der Agglomeration Bern die Uebertragung in ihrer Sprache, also mit dem französischen Wortlaut, mitverfolgen konnte.

Wir müssen diesen Sachverhalt und vor allem die damit verbundenen Rechtsfragen abklären, weil damit faktisch schon eine Beeinträchtigung der Empfangsmöglichkeiten derjenigen vorgenommen wurde, die an diesem Kabel angeschlossen sind.

Frage 58:

**Nauer. SBB. Abstimmungspropaganda
Propagande électorale**

Gemäss ständiger Praxis des Bundesgerichtes sind staatliche Institutionen nur unter stark eingeschränkten Bedingungen befugt, in die politische Willensbildung bei Abstimmungen einzugreifen.

Im Vorfeld der Abstimmung in der Stadt Zürich über die Bahnhofüberbauung HB-Südwest hat die SBB gemeinsam mit der Interessengemeinschaft HB-Südwest eine Volksinitiative bekämpft. Dies geschah u. a. mit der Herausgabe einer «Bahnhofzytig» mit aufgedrucktem SBB-Signet.

Was gedenkt der Bundesrat zu unternehmen, damit inskünftig eine derartige Beeinflussung der Stimmbürger durch bundeseigene Institutionen unterbleibt?

Bundesrat Schlumpf: Die Präsenz der SBB am Abstimmungskampf, in diesem Fall in Zürich, ist sicher nicht überall auf Verständnis gestossen und hat vielfach auch Kritik gerufen; ich weiss das aus Zuschriften, die mir zugegangen sind. Von Beschwerden haben wir aber nur in zwei Fällen Kenntnis. Die eine ist beim Bundesgericht noch hängig, die andere wurde inzwischen von der angerufenen Instanz – einerseits war das mein Departement, anderseits der Bezirksrat Zürich – abgewiesen.

Das Verhalten der SBB war rechtlich in Ordnung. Die SBB waren nicht Herausgeber dieser sogenannten «Bahnhofzytig», und wir haben daran auch keine Beiträge geleistet. Für Massnahmen des Bundesrates gegenüber den SBB in diesem Zusammenhang und für künftige Fälle besteht deshalb kein Anlass. Ich glaube auch sagen zu dürfen, dass durch diese Mitwirkung der SBB die Rechte der Stimmbürgerschaft und das korrekte Zustandekommen des Volkswillens nicht beeinträchtigt worden sind.

Frage 59:

Ruf-Bern. Mitglieder des Bundesrates. Bezeichnung als «Minister»

Conseillers fédéraux ou «ministres»?

Seit einiger Zeit werden die Mitglieder des Bundesrates in den Medien und im Parlament in vermehrtem Masse als «Minister» bezeichnet («Aussenminister», «Innenminister», «Verkehrsminister», «Justizministerin» etc.) statt als «Bundesrat» oder als «Departementsvorsteher».

- Teilt der Bundesrat die Ansicht, diese Bezeichnung sei sowohl dem historischen Staatsverständnis der Eidgenossenschaft als auch der Bundesverfassung fremd?

- Ist der Bundesrat bereit, die Bezeichnung «Minister» für Mitglieder der Landesregierung in aller Form öffentlich als unangebracht abzulehnen, zumal verschiedene Angehörige unseres diplomatischen Korps den Titel «Minister» tragen?

Bundeskanzler Buser: Nach Verfassung und Gesetz werden die Mitglieder der Landesregierung bekanntlich als Bundesräte bezeichnet. In der öffentlichen Diskussion wird jedoch seit jeher, stets in Verbindung mit einem Departement, auch von Ministern gesprochen, wie auch die Mitglieder des Nationalrates als Parlamentarier, Abgeordnete, Volksvertreter usw. bezeichnet werden.

Der Bundesrat sieht keine Veranlassung, Parlamentariern, Journalisten oder Mitbürgern ganz allgemein frei gewählte Bezeichnungen dieser Art zu verbieten oder sich auch nur davon zu distanzieren. Nomenklaturprobleme bilden in unserer Demokratie keinen Grund, die Presse- und Redefreiheit in irgendeiner Weise einzuschränken.

Ruf-Bern: Wenn ich Sie richtig verstanden habe, Herr Bundeskanzler, ist es dem Bundesrat also egal, wenn er in der Bezeichnung durch Dritte auf die Stufe gewisser Chefsbeamter, nämlich der Minister, herabgesetzt wird?

Bundeskanzler Buser: Man sagt zwar «Kleider machen Leute»; ob das auch bei Titeln zutrifft, weiss ich nicht, jedenfalls kann ich sagen, dass die Bundesräte darauf nicht angewiesen sind.

84.452

Motion Salvioni
Eisenbahn-Alpentransversale
Ligne ferroviaire à travers les Alpes

Wortlaut der Motion vom 14. Juni 1984

Der Bundesrat wird eingeladen, die Abklärungen wiederaufzunehmen und die nötigen Schritte zu unternehmen, damit so bald wie möglich mit der Planung und dem Bau einer Eisenbahn-Alpentransversale begonnen werden kann. Zu diesem Zweck erscheint es dringlich und unerlässlich, Verhandlungen für die notwendige Koordination und die Finanzierung auf europäischer Ebene in die Wege zu leiten. Andererseits gilt es, das Projekt in das System der neuen schweizerischen Schnellbahnverbindungen einzubauen.

Texte de la motion du 14 juin 1984

Le Conseil fédéral est invité à recommencer les enquêtes et à faire les démarches nécessaires pour que les travaux de planification et de construction d'une ligne ferroviaire à travers les Alpes puissent être entamés plus brièvement.

A cet effet, il paraît urgent et indispensable d'entamer des négociations sur le plan européen en vue d'une bonne coordination et d'un financement convenable. Il y a lieu d'autre part d'englober ce projet dans le système des nouvelles lignes rapides à travers la Suisse.

Mitunterzeichner – Cosignataires: Auer, Bonny, Bremi, Carobbio, Clivaz, Cotti Flavio, Cotti Gianfranco, Couchepin, Dupont, Feigenwinter, Flubacher, Giudici, Grassi, Hunziker, Koller Arnold, (Kopp), Künzi, Lüchinger, Maître-Genève, Petitpierre, Robbiani, Savary-Vaud, Stucky, Uchtenhagen, Villiger, Weber Monika, Wick, Widmer, Wyss (29)

Schriftliche Begründung – Développement par écrit

Dans son rapport du 7 septembre 1983 sur une nouvelle ligne ferroviaire à travers les Alpes, le Conseil fédéral est arrivé à la conclusion qu'il n'est pas urgent de prendre une décision au sujet de la construction d'une nouvelle transversale.

Il reprend cette conclusion dans le rapport du 26 janvier 1984 sur les Grandes lignes de la politique gouvernementale pour le période de 1983 à 1987, et propose la construction d'un tronçon NTF Bâle – Olten – Berne afin qu'on puisse tirer parti du doublement de la ligne du Lötschberg.

Le trafic des poids lourds a actuellement atteint une limite intolérable sur la ligne du Saint-Gothard (N2). M. Muheim, député au Conseil des Etats, a déjà relevé le fait dans sa motion du 8 juin 1983.

Nous ne devrions nourrir aucune illusion à ce sujet à l'avenir. Le Conseil fédéral écrit que, dans notre pays, le trafic des poids lourds pourrait être maîtrisé dans le futur également si on le répartissait de manière optimale sur les quatre axes principaux (Grand Saint-Bernard, Simplon, Saint-Gothard et San Bernardino).

Toutefois, il ne semble pas trop y croire lui-même, puisqu'il déclare à la note 1 se référant au point 432, page 34 du rapport: «Cette hypothèse est théorique. Le trafic lourd se concentrerait plutôt sur la N2 où il évincerait les voitures de tourisme».

Selon le rapport du Conseil fédéral, il faut compter qu'en l'an 2000 le trafic des poids lourds sera cinq à six fois plus dense. Cela signifie un passage journalier de 7000 à 8900 camions, soit 230 à 320 chaque heure.

Rappelons à cet égard qu'en 1983, le volume de ce trafic atteignait 1073 unités par jour, ce qui constituait 63 pour cent du trafic des poids lourds empruntant les autoroutes, enregistré sur les quatre grands axes routiers de notre pays (ces chiffres avaient d'ailleurs été prévus en 1980 déjà par l'Ufficio delle ricerche economiche du canton du Tessin).

Etant donné les énormes nuisances qu'une telle évolution causerait à la population des zones touchées, nous sommes d'avis qu'on ne saurait attendre passivement l'accroissement du trafic des poids lourds prévus par le Conseil fédéral. La seule solution consiste dans la construction d'une transversale alpine à quatre voies permettant de maîtriser le trafic des marchandises: compte tenu des intérêts de tous les pays européens (trafic de marchandises nord-sud), des exigences de la coordination sur le plan technique et de l'énormité des frais, il s'agit là, semble-t-il, d'une affaire de portée internationale.

Signalons à ce propos que le Parlement européen a adopté une résolution sur l'extension des liaisons ferroviaires à travers les Alpes, qui a paru le 30 mars 1984 dans la *Feuille officielle des Communautés européennes*. On y donne la priorité aux projets d'infrastructure de liaisons ferroviaires de base à travers les Alpes et on souligne qu'il y a lieu de construire au moins un tunnel de base à travers les Alpes. On y offre également à des pays tiers la possibilité de bénéficier des instruments de financement des Communautés.

Bien entendu, de tels instruments ne seront accordés que si un Etat en fait la demande.

La Conférence des pouvoirs régionaux et locaux de l'Europe s'exprime dans le même sens et de façon encore plus nette dans la résolution 124 du 28 octobre 1981.

En outre, les projets de nouvelles transversales alpines doivent être conçus en tant que partie intégrante du système suisse de lignes rapides: Après les réactions négatives des cantons directement intéressés (Berne, Soleure et Argovie), il faut se demander s'il n'y aurait pas lieu de revoir le tronçon de la nouvelle NTF sur le Plateau, prévu dans les Grandes lignes de la politique gouvernementale.

Les problèmes à résoudre sont les suivants: caractère indépendant des transversales nord-sud et est-ouest ou corrélation entre elles; détermination du point d'intersection et fixation de la manière d'aménager les terrains. Une variante Lucerne semble mieux convenir à la solution des problèmes régionaux si l'on y intègre les deux pôles que constituent Berne et Bâle.

Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates vom 26. November 1984

Rapport écrit du Conseil fédéral du 26 novembre 1984

L'auteur de la motion constate que le trafic lourd sur la N2 aurait dépassé le seuil de tolérance et qu'il serait encore en augmentation. Il s'attend à ce qu'en l'an 2000, sept à neuf mille trains routiers circulent chaque jour sur cette artère. Selon lui, la seule solution serait de construire la ligne ferroviaire de base du Saint-Gothard.

Il craint que la N2 soit irrémédiablement surchargée d'ici à la fin du siècle. Ses appréhensions découlent des hypothèses figurant dans le rapport du Conseil fédéral du 7 septembre 1983 sur une nouvelle ligne ferroviaire à travers les Alpes, ainsi que des sondages relatifs aux poids de chargement moyens effectués en 1981. Ces hypothèses ne tiennent pas compte des répercussions des heures d'ouverture restreintes de nos bureaux de douane et des effets de l'interdiction faite au trafic lourd de circuler la nuit et le

Fragestunde

Heure des questions

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1985
Année	
Anno	
Band	V
Volume	
Volume	
Session	Wintersession
Session	Session d'hiver
Sessione	Sessione invernale
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	09
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	---
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	16.12.1985 - 14:30
Date	
Data	
Seite	2069-2080
Page	
Pagina	
Ref. No	20 013 935

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.